
Costa Rica : résistance populaire contre les mines à ciel ouvert à Crucitas

Le 17 décembre 2001, au moyen de la Résolution R-578-2001-MINAE et de façon tout à fait furtive, le ministère de l'Environnement et de l'Énergie du Costa Rica (MINAE) a accordé à Industrias Infinito S.A., filiale de la société transnationale canadienne Vanesa Ventures, la concession d'exploitation d'une mine à ciel ouvert pour extraire de l'or par la technique de la lixiviation au cyanure.

Industrias Infinito S.A. prévoit d'exploiter une zone de 18 kilomètres carrés située à Crucitas, dans le Nord du pays, entre les montagnes La Fortuna et Botija, à environ trois kilomètres du fleuve San Juan. Cela suppose d'abattre plus de 190 hectares de forêt (y compris des espèces interdites, comme l'amandier) ; en effet, comme l'explique le journaliste Marco Tulio Araya, qui s'oppose au projet :

« L'activité minière ne permet l'existence d'aucun arbre sur pied, le défrichage doit être total, c'est-à-dire qu'il faut laisser la terre nue sur la montagne pour commencer ensuite à creuser et à extraire les rochers qui contiennent de l'or. Il faut au moins une tonne et demie de roche pour obtenir un gramme d'or. Pour avoir un kilo d'or il faut pulvériser et mêler de grandes quantités de matériel avec des millions de litres d'eau cyanurée, parce que le cyanure fonctionne comme un aimant qui attire les particules d'or microscopiques. Une mine qui extrait de l'or et d'autres métaux par ce procédé dénommé lixiviation requiert une telle quantité d'eau qu'elle dépense en une heure autant d'eau qu'une famille paysanne pendant 20 ans. Pour réussir à obtenir tant d'eau, l'entreprise achète les propriétés autour de la mine, pour que personne ne dise rien, et elle détourne les ruisseaux pour les réunir, ce qui, bien entendu, est interdit. Une fois utilisée, l'eau contaminée de cyanure se déverse dans des lacs, où elle continue d'empoisonner toutes les petites bêtes qui en boivent. L'entreprise met parfois des panneaux d'avertissement mais, comme ni les oiseaux ni les animaux ne savent lire, la mort et la destruction continuent. »

Le coût est très élevé : non seulement le paysage de Las Crucitas sera détruit, mais non moins de 32 communautés voisines seront affectées, ainsi que le fleuve San Juan, sur la frontière du Nicaragua.

Au Costa Rica, le déboisement est interdit, la seule exception permise étant les projets d'intérêt national. Après plusieurs allées et venues, le projet de mine à ciel ouvert a fini par être déclaré « d'utilité publique », pour pouvoir l'approuver, mais le peuple du pays se demande quelle est l'utilité publique d'un projet qui entraîne la destruction et la contamination et aggrave le changement climatique.

Il a été amplement démontré, comme les communautés affectées du monde entier peuvent en témoigner, que l'extraction minière est une activité industrielle de courte durée qui a des effets destructeurs à longue échéance et généralement irréversibles. Un de ces effets est sa contribution au changement climatique, autant par le déboisement qu'elle comporte souvent – que le Costa Rica subit déjà – que par la grande quantité d'énergie qu'elle consomme et qui provient du brûlage de combustibles fossiles (charbon, gaz ou diesel) dont les émissions sont responsables du dérèglement

du climat.

Depuis que le gouvernement du Costa Rica a publié la déclaration d'utilité publique, le mouvement écologiste et social dirigé par les organisations et les communautés de la zone Nord est en lutte, largement appuyé par le public en général.

L'organisation Coecoceiba – Les Amis de la Terre Costa Rica rapporte que « la lutte contre le projet Crucitas se poursuit depuis plus de quinze ans, grâce aux communautés de la zone Nord. Pendant ces quinze années on a réussi à démolir des études d'impact environnemental, à expulser des entreprises énormes comme Placer Dome et à construire un tissu social fort qui aujourd'hui s'unit à nouveau pour résister à une nouvelle attaque contre les communautés et leur environnement ».

Le peuple du Costa Rica a réagi face à ce qu'il considère comme un crime environnemental, qui montre la dualité de la politique gouvernementale : « Le gouvernement actuel possède deux politiques en matière d'environnement : au plan international, il dit que la conservation est nécessaire et que le monde est en danger à cause de la débâcle environnementale, entre autres affirmations universellement acceptées. Autour du monde, les initiatives 'Paix avec la Nature', la neutralité en carbone et 'Costa Rica pour toujours' sont devenues une partie importante de la politique extérieure par laquelle le pays essaie de se positionner dans divers forums et d'obtenir des ressources financières. Mais la politique environnementale à l'intérieur du pays, celle de tous les jours, contredit l'autre. Cette deuxième politique est favorable à la déréglementation et élimine chaque jour des activités qui doivent présenter une étude d'impact environnemental pour déterminer leur viabilité. Cette politique défend coûte que coûte l'idée qu'une mine d'or à ciel ouvert qui utilise la lixiviation au cyanure est compatible avec l'environnement, et répète la vieille formule que 'le projet est viable du point de vue social, économique et environnemental », dénonce Coecoceiba. (http://www.feconcr.org/index.php?option=com_content&task=view&id=1382&Itemid=76)

Le 14 novembre dernier, une 'Marche pour la Vie' a été organisée à Ciudad Quesada pour montrer que le peuple rejette les projets destructeurs. Des gens des villages des environs sont venus s'y joindre pour manifester leur opposition aux mines à ciel ouvert et exiger que le décret soit annulé. Une activité culturelle a eu lieu après la marche.

De nombreuses organisations ont présenté un recours pour violation des droits et libertés fondamentaux («recurso de amparo»), exigeant la reconsidération des permis délivrés et leur annulation. Le déroulement des événements est suivi avec préoccupation depuis le Nicaragua voisin, car la mine à ciel ouvert affecterait certaines communautés de ce pays.

L'indignation est grande et la résistance croît.

Pour en savoir plus visitez la page web de la campagne contre l'industrie minière à Crucitas : <http://fueradecrucitas.blogspot.com>